

# UNE ÉCOLOGIE ÉCONOME ET STRATÈGE



Le président Sarkozy a construit son quinquennat autour de quelques slogans. « Travailler plus pour gagner plus », « bouclier fiscal », « non remplacement d'un fonctionnaire sur deux ». Ces slogans ont forgé une politique fiscale d'une grande banalité néo-libérale : mieux d'État c'est moins d'État ; moins d'impôts, c'est plus de croissance... croissance fantasmée jamais au rendez-vous.

Prisonnier du dogme anti-impôts, prisonnier du dogme de la croissance, **le gouvernement mène une politique fiscale qui creuse les déficits**, renforce les inégalités, accentue le chômage, et dégrade les services publics.

Les écologistes ont été régulièrement caricaturés : dépensiers irresponsables, accros des taxes... **Mais être écologiste, c'est au contraire utiliser au mieux les ressources, les répartir justement, les investir utilement.** C'est faire l'examen systématique des dépenses de l'État pour s'assurer de leur utilité sociale

et environnementale. C'est soutenir la conversion écologique de notre société : la chasse au gaspillage énergétique, la transformation industrielle, l'investissement social (formation, éducation, solidarité...). **Car si l'écologie est économe, elle est également stratégique.**

C'est dans cet état d'esprit qu'a été développé notre **projet alternatif de loi de finances pour 2011**. Basé sur une hypothèse de croissance réaliste, il permet à la fois d'investir dans la conversion écologique et de réduire le déficit de 27 Mds€.

Ce document n'est qu'une étape. Budget de la défense, droits de successions, fiscalité carbone, progressivité de l'impôt... Nous poursuivons la remise à plat des comptes publics dans la perspective de 2012.





**14.8**  
Mds€

## SUPPRIMER LES NICHES SOCIALEMENT INEFFICACES

**D**ogmatisme ou clientélisme ? De nombreuses « niches » sont critiquées pour leur inefficacité, mais jamais réformées ou supprimées. Nos propositions :

- Supprimer les exonérations sur les heures supplémentaires. « Travailler plus pour gagner plus » ? Une promesse qui a un coût. Pour l'État, il est de 4 Mds€. Pour les travailleurs, c'est l'augmentation du chômage.
- Supprimer le crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt immobilier. Créée pour inciter les Français à devenir propriétaires, cette mesure coûte 1,5 Mds€ chaque année. Tout le monde s'accorde sur sa faible efficacité. Même le gouvernement qui voudrait transformer ce crédit d'impôt en prêt à taux zéro amélioré. À l'heure où plus de 3 millions de Français sont mal-logés, la priorité n'est pas la France de propriétaires, mais un logement décent pour tous.
- Revenir sur la baisse de la TVA dans la restauration. Coût annuel : 3 Mds€ par an. Les engagements de la profession ne sont pas tenus : un restaurateur sur deux n'a pas baissé ses prix et, au mieux, quelques milliers d'emplois ont été créés.

- Réformer le crédit impôt recherche. Coût : 4 Mds€ en 2009... et un effet d'aubaine pour de nombreuses entreprises. Parmi nos propositions pour limiter cet effet : plafonner les dépenses au niveau d'un groupe et non de chacune de ses filiales. Par ailleurs, les taux doivent être différenciés selon l'utilité écologique et sociale des projets de recherche : passer de 30 à 40 % pour la recherche contribuant à la conversion écologique de l'économie, et être réduit à 20 % pour les autres. Économie estimée : 1,8 Md€.

- Conditionner les exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires. Coût : plus de 21 Mds€ par an. Risque : constituer une trappe à bas salaires. Pour cesser de subventionner le développement des emplois précaires, encourager la création d'emplois décents, ces exonérations ne doivent plus être accordées aux emplois à temps partiels inférieurs à 30 H. Économie : 4,5 Mds€.

- Supprimer la « niche Copé » : 6,1 Mds€ d'exonération sur les plus-values des ventes de filiales ou de titres de participations en 2009. Le gain de sa suppression est incertain : nous le considérons comme nul. La priorité : mettre fin à la concurrence fiscale entre pays européens permettant aux grandes entreprises d'échapper à l'impôt.

## Fonctionnaires : sortir de l'approche comptable

**Le gouvernement s'apprête à supprimer plus de 30 000 postes de fonctionnaires en 2011.** La règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite doit être abandonnée. L'économie budgétaire qui en découle est faible (400 M€ par an selon le gouvernement), mais le signal envoyé est simple : il y a trop de fonctionnaires. La gestion des ressources humaines de l'État mérite mieux. Nous ne considérons pas qu'il y a, par principe, trop ou pas assez de fonctionnaires. Qui

pourrait affirmer aujourd'hui qu'il y a trop de personnel hospitalier, ou même trop de policiers ? Les vrais enjeux sont pour nous les suivants : les missions de l'État sont-elles bien accomplies ? Les moyens sont-ils bien affectés sur le territoire ? Les fonctionnaires peuvent-ils acquérir de nouvelles compétences pour remplir de nouvelles missions ? Oui, l'État a besoin d'être réformé pour faire au mieux ce que la société attend de lui. Mais pas sous la contrainte dogmatique d'une règle comptable simpliste.



4.5  
Mds€

## UNE FISCALITÉ PLUS JUSTE

**Q**uarante Mds€ de baisses d'impôts sur le revenu en dix ans, des niches fiscales toujours plus nombreuses... Ces « cadeaux » ont surtout profité aux plus riches : ils ne sont plus imposés qu'à 20 % en moyenne. Contrairement à ceux qui attendent de « faire grossir le gâteau » pour le partager plus équitablement, nous voulons réduire dès aujourd'hui les inégalités de revenus qui ont explosé cette dernière décennie. Nos propositions :

- Supprimer le bouclier fiscal. Aucun pays européen ne protège autant ses riches. Seul autre pays à avoir un bouclier fiscal, le Danemark prélève jusqu'à 60 % du revenu des plus aisés. En France, ce seuil est de 50 %, pour un coût de 0,7 Md€.
- Modifier l'impôt sur le revenu pour limiter les écarts indécents : en quinze ans, le taux marginal est passé de 57 à

40 %. Dès 2011, les revenus supérieurs à 70 000 € par an doivent être taxés non plus à 40 mais à 50 %. Nous proposons par ailleurs de créer deux tranches supplémentaires : 60 % sur la part des revenus comprise entre 100 000 et 500 000 €, 70 % au-delà. Un gain d'au moins 2 Mds€ pour le budget de l'État.

- Taxer les revenus du capital comme ceux du travail. Les dividendes, les intérêts, les plus values mobilières doivent être réintégrées à l'impôt sur le revenu au barème progressif. Le prélèvement libérateur, permettant de ne taxer ces revenus qu'à 18 %, doit être supprimé. Recette attendue : 1,8 Md€.
- Conditionner le maintien d'un avantage fiscal à l'assurance vie à des placements dans des fonds d'Investissement Socialement Responsable ou des obligations d'État.



2.6  
Mds€

## VERS UNE FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE

**L**a France est l'un des pays européens les plus en retard en matière de fiscalité écologique. Elle contribue pourtant à la conversion de l'économie et peut se substituer aux taxes sur le travail. Nos propositions pour 2011 :

- Réformer la taxe sur les pesticides (0,15 Md€), le coût pour les agriculteurs étant compensé par la baisse de l'utilisation de ces intrants.
- Réformer la taxe sur les surfaces commerciales pour limiter l'étalement urbain (0,3 Md€).
- Augmenter le malus des voitures énergivores et l'annualiser pour les voitures des classes F et E (0,2 Md€).

- Harmoniser les niveaux de taxe énergétique de l'électricité, du gaz naturel, du charbon et du fioul sur le « mieux-disant » (2,6 Mds€).
- Aligner sur 5 ans la taxation du diesel au niveau de l'essence pour les particuliers (1,7 Md€) et les routiers (sous condition d'harmonisation européenne).

Premier pas vers une contribution énergie-climat, les deux dernières mesures augmentent les prélèvements sur les ménages de 3 Mds€. Cette somme leur est rendue à 75 % sous forme de chèques verts, avec une prime pour les ménages modestes ou ruraux. Au total, le supplément de recettes est de 2,6 Mds€.

**3**  
**Mds€**

## STOPPER LES MESURES ANTI-ÉCOLOGIQUES

**C**haque année, subventionner le modèle énergétique du passé coûte environ 10 Mds€ à l'État. Plus que ce que celui-ci investit dans la transition énergétique !

Certaines de ces dépenses ne peuvent être arrêtées du jour au lendemain : l'exonération de taxe sur le kérosène pour les vols internationaux ou les taux réduits pour le transport routier, par exemple, nécessitent une harmonisation européenne. Mais d'autres peuvent être stoppées dès 2011... et rapporter 3 Mds€. Parmi nos propositions :

- La fin de l'exonération de taxe pour le kérosène utilisé sur les vols domestiques (1 Md€).
- L'arrêt des subventions pour la construction de nouvelles routes (0,6 Md€)
- La limitation de l'aide aux agrocarburants à ceux produits et utilisés « à la ferme » (0,5 Md€).

Les dépenses anti-écologiques ne sont pas toutes liées à l'énergie. Citons par exemple le taux réduit de TVA sur les engrais chimiques (0,4 Md€), auquel nous pouvons mettre un terme sans pénaliser les agriculteurs : la hausse du coût de ces engrais est compensée par la baisse de leur utilisation.

**3**  
**Mds€**

## LUTTER CONTRE LA FRAUDE FISCALE

**L**a fraude fiscale représente chaque année un manque à gagner d'environ 40 Mds€. Lutter contre la délinquance financière est donc une priorité pour réduire le déficit budgétaire et rétablir un impôt plus juste.

Les contrôles effectués ont permis l'an dernier de récupérer 16 Mds€ de recettes fiscales. Nous demandons d'augmenter de 25 % le nombre

d'agents affectés à la lutte contre la fraude fiscale, et l'adoption de nouvelles règles telles que : l'obligation pour les entreprises de transmettre un document détaillé sur les prix de transfert entre leurs filiales ; le renforcement des critères de la liste des juridictions non coopératives publiés en février 2010. Pour 2011, les recettes supplémentaires sont estimées à 3 Mds€.

### Promouvoir l'Europe fiscale

**Pour lutter contre l'évasion fiscale**, pour mettre en place une fiscalité plus progressive et plus écologique, les États peuvent avoir besoin de plus d'Europe. Le gouvernement doit être actif sur ce sujet à Bruxelles, et exiger de la Commission un grand plan de coordination fiscale. Il est temps de sortir de l'absurde concurrence entre pays européens !



## ÉCONOMISER L'ÉNERGIE DES FRANÇAIS :

**3.8 Mds€**

Pour accompagner les ménages victimes de l'augmentation du prix de l'énergie, le crédit d'impôt « développement durable » doit être réformé et doublé, avec un effort particulier sur l'isolation des murs (+ 2,6 Mds€). L'éco-prêt à taux zéro doit être plus largement utilisé, ce qui passe notamment par le triplement de son enveloppe budgétaire (+ 1 Md€). Afin d'aider les copropriétés à réaliser des diagnostics énergétiques et préparer les travaux de rénovation thermique, l'État doit de plus débloquer 0,2 Md€ par an.

## SE DÉPLACER MOINS CHER :

**2 Mds€**

Tramways, bus en site propre, trains de banlieue... Les investissements nécessaires sont importants. L'État doit augmenter ses dépenses annuelles de 1 Md€. Afin de rendre les transports en commun et écologiques plus attractifs, leur TVA doit passer à 5,5 % (+1 Md€).

## SOUTENIR LA CONVERSION DE L'INDUSTRIE :

**2 Mds€**

Si cette conversion va bénéficier à de nombreux secteurs, d'autres – comme la chimie ou l'industrie automobile – devront se transformer profondément ou verront leur activité décroître. Pour les aider, un Fonds de Conversion Écologique, doté de 2 Mds€ dès 2011, doit servir à co-financer les investissements de conversion et à instaurer un revenu de transformation pour leurs salariés.

## FORMER TOUT AU LONG DE LA VIE :

**2 Mds€**

La formation tout au long de la vie doit être accessible à toutes et tous, et en particulier à ceux ayant le moins profité d'une formation initiale. 500 000 personnes supplémentaires devraient en bénéficier chaque année. L'État doit y consacrer près de 1 Md€ dès 2011. Par ailleurs, le gouvernement doit revenir sur deux ans sur les suppressions de postes dans l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche : + 1 Md€ en 2011.

## NE PAS ABANDONNER LE LOGEMENT SOCIAL :

**1 Md€**

L'État se désengage de la construction de logements sociaux : de 0,8 Md€ en 2008, il prévoit de passer à 0,4 Md€ en 2013. Les collectivités locales et organismes HLM ne pourront compenser longtemps la baisse de ces aides... Sans compter que l'État menace aujourd'hui de ponctionner les organismes de 340 M€ pour réduire son déficit ! Le gouvernement doit se fixer un objectif de 150 000 nouveaux logements sociaux par an, et revenir voire dépasser le niveau d'aide par logement qui prévalait à son arrivée.

## INVESTIR DANS LA SOLIDARITÉ :

**3.2 Mds**

Augmenter dès 2011 le RSA de 25 % et le généraliser aux moins de 25 ans, c'est investir dans la solidarité, le vivre ensemble... C'est investir dans une société durable socialement. La richesse d'une civilisation ne se mesure-t-elle pas à la façon dont elle traite les plus faibles de ses membres ?



Propositions élaborées par le groupe  
Fiscalité d'Europe Ecologie, animé  
par Damien Demailly, Agnès Michel,

Hervé Morel, Eva Sas. En coopération  
avec les parlementaires : Pascal Canfin,  
Yannick Jadot, Eva Joly, François de Rugy.

## ÉCOLO- ÉCONOME

Étre écologiste, c'est utiliser  
au mieux les ressources.  
C'est être économe.

**C'est donc conditionner  
les dépenses de l'État  
à un objectif social ou  
environnemental.** De  
nombreuses niches fiscales  
ont un impact social limité  
ou contre-productif. De même,  
il existe de nombreuses  
dépenses anti-écologiques  
qui nous emprisonnent dans  
un système insoutenable.

Enfin, il faut s'attaquer à une  
niche qui ne dit pas son nom :  
celle de l'évasion fiscale.

**Au total, et dès 2011, nous  
pouvons mettre un terme  
au gaspillage de 21 Mds€.**

Le gouvernement actuel,  
prisonnier du dogme anti-impôts,  
porte une lourde responsabilité  
dans le déficit. Nous assumons  
l'augmentation des impôts  
quand cela s'avère utile,  
pour accroître le bien-être  
collectif, corriger les inégalités  
existantes et inciter à la  
conversion écologique. Il n'est  
pas admissible que les plus  
riches ne paient que 20 %  
d'impôts en moyenne ; que les  
entreprises du CAC 40 paient  
moins que les PME ; que la  
France soit parmi les pires élèves  
européens en matière de fiscalité  
écologique. **Nos propositions  
pour 2011, premier pas vers  
une fiscalité plus juste et plus  
écologique, génèrent 7 Mds€  
de recettes supplémentaires.**

## ÉCOLO- STRATÈGE

La dette financière n'est pas la  
seule dette que nous risquons de  
léguer aux générations futures : la  
dette écologique est encore plus  
lourde de conséquences sociales.  
**Nous proposons donc que  
les 28 Mds€ d'économies et de  
nouvelles recettes budgétaires  
soient affectés pour moitié  
à la réduction du déficit,  
pour moitié à la conversion  
écologique. Car l'écologie est  
à la fois économe et stratège.**

**Nous voulons consacrer, dès  
2011, 14 Mds€ à la construction  
d'une société plus écologique.**

À la « France des propriétaires »,  
nous préférons « un logement  
décent pour tous » ; au « travailler  
plus pour gagner plus », nous  
préférons « un travail qualifié pour  
tous » ; au « bouclier fiscal » nous  
préférons « l'investissement dans  
la solidarité »... Être écolo-stratège,  
c'est aussi aider des secteurs  
industriels, comme l'automobile,  
à se transformer. C'est rendre  
les transports en commun plus  
accessibles, c'est lutter contre  
le gaspillage énergétique.

**Le projet de loi de finances des  
écologistes permet de réduire  
le déficit de 27 Mds€ dès 2011.**

Aux 14 Mds€ issus des économies  
et recettes nouvelles, il faut ajouter  
la fin du plan de relance (16 Mds€),  
les effets d'une croissance  
de 1,5 % (4 Mds€) et retrancher  
l'augmentation structurelle des  
dépenses publiques (-7 Mds€).

